

KULTUR-TIPPS

Jean Muller : Reflets et symétries

(ft) - Cet enregistrement vient marquer une nouvelle étape : jusqu'à présent concentré dans sa discographie sur un compositeur par disque, le pianiste luxembourgeois a décidé cette fois de concocter un album en forme de récital. Les pièces choisies présentent en effet de nombreux points communs, même si, selon l'artiste, ceux-ci « ne sautent pas aux oreilles dès la première écoute ». La Sonate pour piano en ut mineur, œuvre de jeunesse de Johannes Brahms, ouvre le bal avec



une énergie communicative. Muller, qui arbore souvent cette timidité qui sied aux artistes doués, la transcende comme d'habitude sur le clavier avec une belle puissance où la pulsation rythmique du premier mouvement met en valeur l'écriture très symphonique du compositeur allemand. On croirait par moments entendre des cuivres dans les forte.

Symétrie oblige, c'est la vigueur

rythmique qui fait le lien avec la Sonate numéro 6 pour piano de Sergueï Prokofiev qui conclut l'album, dans un « vivace » final où le virtuose laisse glisser ses doigts. Une sonate qu'aura préfigurée en milieu de disque la redoutable étude de György Ligeti intitulée « L'escalier du diable ». L'interprète, lors de la présentation du CD au Théâtre national, l'a comparée aux dessins impossibles de M. C. Escher, tant elle semble monter inexorablement sans jamais s'arrêter. Virtuosité, sens du rythme, tout est là, avec cette formidable fin où le pianiste laisse les cordes graves de son instrument vibrer jusqu'à l'extinction du son. Cet effet est justement, symétrie toujours, très prisé d'Iván Boumans, jeune compositeur luxembourgeois dont la troisième Barcarolle est également gravée. Une pièce écrite spécialement pour Jean Muller dans un style néo-impresionniste, qualification que ne refuse pas l'auteur. Ici, c'est aussi le traitement harmonique qui relie l'œuvre aux autres de l'album - notamment à l'étude « Arc-en-ciel » de Ligeti. Avec à la clé une interprétation en jeux de miroirs pleine de retenue, mais qui éclate lorsque nécessaire, scellant la belle entente entre interprète et compositeur. Un disque bien conçu et joué admirablement, dont les symétries et reflets s'épanouissent à chaque nouvelle écoute. En vente notamment via www.goo.gl/V1Tbm3

Soulhenge : Anachronism

(lc) - Honnêtement, on n'est pas forcé d'aimer Soulhenge. Mais le dynamisme et le professionnalisme du jeune groupe fondé en 2012 forcent le respect, quoi qu'on en pense. Les Luxembourgeois ont



depuis sorti l'album « Fragments » en 2014, l'EP « Anachronism », et viennent aussi de produire un single récemment. Se revendiquant de l'appellation « progressive metalcore », les cinq membres du groupe alternent dans leurs compositions des plages d'orages métalliques très fournies avec des passages plus doux, où la voix du chanteur se fait très mielleuse, voire un peu trop sirupeuse. La production est plutôt bien foutue

aussi, et rien ne trahit le jeune âge des musiciens. Cela n'empêche pas le groupe de traîner derrière lui une communauté de fans toujours grandissante et de faire circuler son nom un peu partout. Ce n'est pas pour rien qu'il a gagné le prix « Best Promotion » au festival « Screaming Fields » de la Rockhal. D'ailleurs, à propos de la Rockhal, Soulhenge est un pur produit de l'« école du rock » organisée par le centre de ressources de l'établissement public. Qu'on aime cette idée ou non, force est de constater que ça marche, le groupe en est une preuve bien vivante.

KULTUR

POLITIQUE CULTURELLE (3/3)

Merci qui ?

Luc Caregari

Qui parle libéralisation de la culture ne peut éviter le thème du mécénat. Que ce soit un appel de fonds pour un Koekkoek ou la participation de multinationales au financement des musées publics - tout est question d'équilibre et de garde-fous.

Le mécénat est une tradition vieille comme notre civilisation. Le premier bienfaiteur dans la lignée et en même temps celui qui lui a donné son nom était un certain Caius Mæcenas - un proche de l'empereur Auguste. Ainsi en a-t-il été de tout temps jusqu'à nos jours : les riches amateurs de beaux-arts aident les artistes, achètent et collectionnent. Et s'ils le veulent, ils donnent à voir toute cette richesse à la populace - en contrepartie d'une reconnaissance publique, cela s'entend.

Pourtant, au 21^e siècle, les choses sont beaucoup plus complexes. Les mécènes ne sont pas seulement des bourgeois amoureux d'art, mais aussi des multinationales. Et puis, comme on l'a vu avec l'appel de fonds pour acheter le fameux tableau de Koekkoek, l'État ne rechigne plus à demander l'obole à ses citoyens pour qu'ils l'aident à acheter des œuvres « d'intérêt national ».

Alors, comment les choses sont-elles réglées au Luxembourg ? Et quelles sont les différences avec le reste du monde ? Force est de constater que le mécénat fait partie de la politique culturelle dès les débuts : « Quand le Fonds culturel national (Focuna) a été fondé, il n'était question que de mécénat pour le financer », rappelle ainsi son directeur Jo Kox. Et encore, dans la brochure parue à sa naissance en 1982 - le ministre de la Culture s'appelle alors Pierre Werner -, on explique que la fondation du Focuna n'est que la suite logique d'une disposition de 1967 qui instaurait des allègements fiscaux pour les mécènes. On le voit, unir politique fiscale et culturelle est bien possible au Luxembourg.

Mais si le Focuna a trouvé une source de financement autrement

plus stable avec l'Œuvre nationale de secours grande-duchesse Charlotte à partir de 1983, les initiatives de mécénat se sont multipliées à tous les niveaux des institutions luxembourgeoises - que ce soit dans des établissements publics ou avec des bourses ou des projets plus libres, le mécénat est omniprésent.

Transparence inégale

Or, il faut bien constater que - comme toujours au Luxembourg - celui-ci n'est pas vraiment réglementé. À commencer par le fait que les niveaux de transparence divergent fondamentalement d'un établissement à l'autre. Ainsi, on ne trouvera ni sur la page internet de la Philharmonie, ni sur celle du Casino d'ailleurs, le nom des sponsors et mécènes. Alors que, pour la Philharmonie, on devine que derrière la bagnole de luxe garée sur un podium devant l'entrée doit se cacher un juteux contrat.

Du point de vue de la transparence sur le financement privé, c'est le Mudam qui remporte le premier prix : non seulement les mécènes sont affichés sur la porte en verre qui accueille les visiteurs, mais on en trouve aussi une liste complète sur le site du musée.

Contactée par le woxx, Annick Spautz, la responsable du mécénat du Mudam, a bien voulu répondre à nos questions. La part du mécénat dans les finances de l'établissement public a été de huit pour cent en 2015. « Mais c'était une année exceptionnelle », explique-t-elle. « C'était dû à l'exposition 'Eppur si muove' où on avait beaucoup de sponsors soit pour chapeauter toute l'exposition, soit pour nous permettre d'exposer certaines pièces et aussi pour des workshops. S'y ajoute aussi la présidence européenne que le Luxembourg a assurée l'année dernière. Sans cela, le taux aurait été entre six et sept pour cent, comme cela a été le cas depuis les débuts. »

Quant à savoir s'il y a une limite prévue aux sommes reçues, voire

Pierre Werner explique le Focuna et les bienfaits du mécénat dans la brochure de 1982.

aux pourcentages de financement extérieur, la réponse est non. « En effet, il n'y a pas de plafonnement officiel prévu dans nos statuts. Mais au Luxembourg, nous n'avons pas une situation comme en Angleterre ou aux États-Unis, où le financement privé est beaucoup plus important et fait partie intégrante du système », rappelle Spautz.

Pourtant, du moins pour l'Angleterre, si le financement public est plus important, le regard critique des visiteurs et des engagés culturels est d'autant plus aiguisé. Ainsi, en avril de cette année, les célèbres Tate Galleries de Londres (Tate Modern et Tate Britain) ont décidé de ne plus accepter d'argent du groupe pétrolier BP. Cette décision a été prise sous la pression de groupes comme « Liberate Tate » et « Art not Oil » - dont les activistes n'ont pas rechigné à monter des actions spectaculaires devant les musées, notamment en répandant des flaques de pétrole aux entrées. Plus concrètement, le groupement « Art not Oil » publie sur son site une liste des institutions et des festivals qui se font toujours sponsoriser par des multinationales du pétrole - et demande à ses adhérents de continuer à faire pression sur les directions pour qu'elles cessent d'accepter cet argent.

Plus récemment, une autre branche industrielle s'est trouvée dans la ligne de mire des amateurs d'art britanniques : le tabac. En avril de cette année, plus de 1.000 experts ont signé une lettre ouverte aux autorités culturelles londoniennes pour leur enjoindre de ne plus accepter l'argent des fabricants de cigarettes. D'ailleurs, si on retrouve souvent des cigarettiers dans le sponsoring culturel, « c'est aussi dû au fait que la publicité pour ces marques a été durement réglementée, voire totalement interdite ces dernières décennies », explique Laurence Brasseur, docteur en muséologie à l'université de Leicester. « Ce qui a conduit certains fabricants à se lancer davantage dans le mécénat culturel. Comme Japan Tobacco International qui est très pré-

Viele kulturelle und künstlerische Errungenschaften der Vergangenheit und der Gegenwart wären nie verwirklicht worden ohne die moralische und finanzielle Unterstützung jener kunstliebenden Persönlichkeiten, die man Mäzene nennt.

Wenn die kulturelle Entwicklung ausschließlich in den Händen des Staates liegt, ist die Gefahr einer Stagnation groß: die Erfahrung zeigt, daß eine allzu offizielle Kulturpolitik die künstlerische Kreativität hemmt.

Der Nationale Kulturfonds, den wir Ihnen im Rahmen dieser Broschüre erläutern, hat sich das Ziel gesetzt, das Mäzenatentum in Luxemburg in jeder Hinsicht zu fördern, um das kulturelle Leben in unserem Land

Dans notre société, hier comme aujourd'hui, bien des réalisations, et des plus remarquables de la culture mondiale, auraient été impensables sans la protection financière de personnages marquants, amateurs de belles choses, appelés mécènes.

Une culture dirigée autoritairement par l'Etat risque de piétiner et l'expérience a montré que l'art officiel a souvent manqué de discerner les créateurs et les novateurs.

Le Fonds culturel national qui vous est présenté dans cette brochure a comme premier objectif de susciter et d'organiser le mécénat, aux fins de faire profiter le mouvement culturel dans notre pays de la générosité et de l'enthousiasme pour l'expansion

Many a cultural or artistic achievement of the past or present would never have been realized without the moral and financial support of those distinguished personalities and art lovers called patrons.

If cultural affairs are promoted exclusively by the state, there is a serious risk of creative stagnation; it is a wellknown fact that an all-official cultural policy limits artistic innovation.

The National Cultural Fund presented in this booklet aims above all at stimulating and organizing cultural patronage in Luxembourg in order to give fresh impetus to artistic creativity on all levels.

Vorwort
Préface
Introduction



Le Président du Gouvernement,
Ministre d'Etat

Pierre Werner

Ministre des Affaires Culturelles

durch neue Impulse anzuregen und die künstlerische Entwicklung auf allen Ebenen voranzutreiben.

In diesem Sinne wird der Fonds verwaltet werden.

Pierre Werner, Regierungspräsident
Staatsminister
Kulturminister

culturelle dont sont animés des particuliers ou des dirigeants de sociétés.

C'est dans cet esprit que le Fonds sera géré.

This is the spirit in which the Cultural Fund is to be managed.

Pierre Werner

Prime Minister, Minister of State
Minister of Cultural Affairs

sent en Europe, souvent seulement sous le sigle JTI, donc presque illisible pour le grand public. »

Aucun plafonnement

Et en effet, on retrouve JTI tout en haut de la liste des sponsors du Mudam (quoique au Luxembourg, ils osent écrire leur nom en toutes lettres). « JTI était le seul cas où j'ai hésité à accepter de l'argent sans en discuter avec la direction et le conseil d'administration », se rappelle Annick Spautz. « À l'époque, c'était la crise financière, on avait perdu des mécènes ou d'autres avaient réduit les montants de leur mécénat. Donc, j'en ai parlé avec Jacques Santer, le président du conseil d'administration de l'époque, et il m'a donné son feu vert. »

En général, il n'y a pas de critique ouverte par rapport au mécénat de certaines multinationales qui pourraient aussi utiliser le sponsoring culturel pour pratiquer soit du « greenwashing », soit simplement

redorer leur image. Au Luxembourg, c'est surtout la présence des « Big Four » qui est notable. Ainsi, on retrouve PWC à l'Abbaye de Neumünster tout comme au Mudam (alors que le cabinet est coresponsable de Luxleaks, donc du plus grand accident d'image au grand-duché depuis des décennies). Pour Annick Spautz, « ça n'a jamais été problématique pour nous et le conseil d'administration ne s'y est pas opposé. En plus, il n'y a pas de lignes rouges officielles. S'il y a un doute, j'en réfère à mes supérieurs. Tout comme il n'y a pas de plafonnement officiel. Ce n'est pas : 'À partir de dix pour cent du budget on arrête' ». En contrepartie, l'influence des généreux donateurs sur le contenu artistique des expositions qu'ils cofinancent est minimale, voire inexistante : « Une exposition au Mudam est toujours planifiée deux à trois ans à l'avance. Et la recherche de mécènes ne se fait que dans une phase très avancée des projets. Donc, ils ne peuvent pas influencer les choix des curateurs, avec les-

quels ils n'entrent pas en contact. En ce qui concerne les acquisitions, elles doivent être validées par notre comité scientifique international, qui se réunit deux fois par an. »

Par contre, les sponsors ont d'autres avantages en nature : « Dès que le musée est fermé, il est en théorie ouvert aux sponsors. Nous mettons nos locaux à disposition gratuitement et ils ne paient que le catering et la sécurité. Et ça arrive à une fréquence d'une à deux fois par semaine que la soirée soit réservée par une firme qui nous finance. Sinon, il y a aussi les lunchs avec visites guidées qui sont très prisés », raconte Spautz.

Pour conclure, on peut admettre que la vie culturelle au grand-duché serait impensable sans sponsoring, qu'il soit désintéressé ou non. Et surtout que l'absence d'excès dans cette matière pourtant très délicate n'est pas due à des garde-fous ni à des réglementations, mais au bon sens et à la discrétion des établissements sur le sujet.